CAIRN.INFO

INDE : QUELLE LAÏCITÉ ?

Michaël Amaladoss

S.E.R. | « Études »

2004/11 Tome 401 | pages 441 à 452

ISSN 0014-1941

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

https://www.cairn.inforevue-etudes-2004-11-page-441.htm

Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..
© S.E.R.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

Inde : quelle laïcité ?

Michael Amaladoss

Le mot *Hindutva* (« hindouïté ») a désormais pris place dans le *Oxford Dictionnary*. Il renvoie à l'idéologie d'un certain nombre d'organisations politiques et semi-politiques appelées *Sangh Parivar*[1]. Jusqu'aux dernières élections d'avril-mai, le BJP avait été à la tête de la coalition gouvernementale, et ce, depuis quatre ans et demi. Profitant d'un boom économique et fort du slogan *India shining*, le parti provoqua des élections anticipées, mais ne réussit pas à entraîner l'adhésion des électeurs pauvres et perdit ces élections[2]. A une époque de gouvernements de coalition, le parti du Congrès a réussi à s'imposer grâce à une idéologie dirigée vers les pauvres et il a remporté les élections. Il gouverne actuellement avec le soutien des partis communistes qui ont obtenu un nombre record de 61 sièges au Parlement.

Lorsqu'il était au pouvoir, le BJP avait la réputation de mener des politiques antimusulmanes et antichrétiennes. La violence contre les musulmans du Gujarat, le massacre de missionnaires chrétiens (un Australien, ses deux fils et un Indien) dans la région d'Orissa et l'incendie d'églises au Gujarat, attirèrent l'attention internationale. Certes, la violence inter-

1. Parmi lesquelles le RSS (*Rashtriya Swayamsevak Sangh* – Organisation nationale de travailleurs volontaires), le VHP (*Vishwa Hindu Parishad* – Assemblée mondiale hindoue), le BJP (*Bharatiya Janata Party* – Parti du peuple indien) et le *Bajrang Dal* (Groupe de militants).

2. Des 544 sièges au Parlement, le BJP en a obtenu 138 ; ses alliés, 51.

Jésuite. Institut du Dialogue entre Cultures et Religions
Chennai, Inde

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

religieuse n'est pas nouvelle en Inde. Les affrontements hindous/musulmans durent depuis près d'un siècle. Une violente manifestation anti-sikhs, en 1984, à Delhi, suivit l'assassinat du Premier ministre Indira Gandhi par ses gardes du corps sikhs. Avec l'aide de l'armée, Indira Gandhi avait mis un terme à l'agitation violente des sikhs, qui réclamaient un Etat indépendant, et elle n'avait pas hésité à envoyer ses troupes dans le temple sikh d'Amritsar. Mais le parti du Congrès s'est toujours réclamé d'une identité laïque, tandis que le BJP affichait son identité hindoue.

Le spectre du fondamentalisme hindou

Entourée par le Pakistan, le Bangladesh et la Malaisie (Etats musulmans), la Thaïlande, le Myanmar et le Sri Lanka (Etats bouddhistes), le Népal hindou et la Chine « athée », l'Inde se veut un état laïque : non seulement neutre, mais même positif à l'égard de toutes les religions.

L'émergence et le développement d'un parti hindou en Inde exige donc des explications. Le BJP détenait 2 sièges au Parlement en 1984, 89 en 1989 et 121 en 1991. Il conduisit la coalition au pouvoir en 1999, avec 182 sièges, et se trouve être actuellement, avec ses 138 sièges, le parti d'opposition le plus important. Dans un contexte mondial de fondamentalisme religieux et de violence interreligieuse, le spectre du fondamentalisme hindou paraît redoutable, en particulier pour les minorités religieuses présentes en Inde.

L'Inde est un pays plurireligieux. Sur une population de plus d'un milliard, on compte environ 12 % de musulmans, 2,5 % de chrétiens et une égale proportion de sikhs. A côté d'une nébuleuse de plus petits groupes religieux, on estime à environ 80 % le nombre des hindous, chiffre contesté par certains. Cette évaluation prend en effet en compte les Dalits, le groupe le plus opprimé du système des castes (environ 16 % de la population totale), ainsi que les « Tribaux » (environ 7 %)[3].

Bien que quelques Dalits ou Tribaux affirment ne pas être hindous, ils s'identifient d'une certaine façon à la religion dominante du pays. L'hindouisme n'est pas une religion organisée. C'est un ensemble assez lâche, où sont partagées un

3. Ce chiffre ne tient pas compte des chrétiens et néo-bouddhistes qui font partie de ces groupes.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

minimum de croyances telles que la doctrine de la réincarnation ou le fait de reconnaître dans les Védas une Révélation. Des groupes religieux divers se rassemblent autour de divinités locales, intégrées au panthéon védique ou à une hiérarchie divine. Les dieux dominants des différentes sectes de l'hindouisme font partie d'une famille divine. Diverses Ecritures locales sont considérées comme de nouvelles expressions du message védique. Il existe des écoles philosophiques et des traditions de dévotion et de spiritualité diverses. Les rivières et les lieux saints de l'Inde sont reliés entre eux par un réseau sacré. La société est organisée selon le système des castes. Seuls les Tribaux — du moins la plupart d'entre eux — échappent à ce système hiérarchique d'oppression. La société y est organisée en quatre groupes : les prêtres et les savants, les guerriers, les commerçants, les paysans et les serviteurs. Cette échelle reflète le degré de pureté ou de pollution rituelles, les personnes au bas de l'échelle étant totalement impurs et intouchables. La caste de chaque personne est déterminée par sa naissance. Les frontières entre castes sont maintenues grâce aux interdits de partage de repas ou de mariages entre personnes de castes différentes. Plus encore que les écritures et les dieux, le système des castes représente et intègre les fondements de la société hindoue.

La confrontation avec d'autres

Tout au long de son histoire, l'Inde a connu invasions et migrations. Les guerriers musulmans ont commencé à arriver en Inde dès le VIII^e^ siècle. Ils vinrent d'abord piller, puis s'installèrent pour construire des empires. Ils prirent des épouses hindoues et conclurent des alliances avec les princes hindous des lieux. Ainsi devinrent-ils des indigènes. Les Européens sont arrivés à partir du XVI^e^ siècle : les Portugais d'abord, puis les Anglais, les Français et les Hollandais. Venus pour le commerce, ils ont ensuite bâti des royaumes afin de protéger leurs affaires. Les Européens ne se sont pas intégrés à la manière des musulmans ; c'étaient des colons. Mais la colonisation, avec ses missionnaires et ses écoles, facilita la rencontre entre les cultures hindoue et européenne, entraînant deux types de réaction : d'une part, un vent de réforme sur la religion et la société hindoue — ce qui produisit une sorte de « renais-

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

sance » hindoue à la fin du XIX[e] siècle ; d'autre part, la réaffirmation et la redécouverte de la religion, de la spiritualité et de la philosophie hindoues. Bien que vaincus militairement et dominés sur le plan politique, les Hindous affirmaient leur supériorité spirituelle et philosophique[4].

4. Ce courant est notamment représenté par Swami Vivekananda et le Dr Radhakrishnan.

Durant la lutte d'indépendance politique de l'Inde, menée par le parti du Congrès, musulmans et hindous partageaient un ennemi commun, les Britanniques. Ses chefs, tels le Mahatma Gandhi, ne cachaient pas leur identité hindoue, tout en restant ouverts aux autres religions. L'un des premiers pamphlets nationalistes de Gandhi s'intitulait *Hind Swaraj,* ou encore l'Autonomie hindoue. Rapidement, des failles apparurent entre musulmans et hindous. Les musulmans représentaient 30 % de la population de l'Inde avant la partition. Ils redoutaient une Inde libérée, dominée par les hindous, et réclamaient un Etat. Le pays fut divisé en deux en 1947, pour former l'Inde et le Pakistan. La partition fut l'occasion de violences interreligieuses à grande échelle dans le nord de l'Inde, avec les migrations forcées que l'on sait, dans les deux sens. Cinquante-sept ans plus tard, l'amertume provoquée par ces déplacements de populations et ces violences ne s'est pas encore dissipée. Elle s'est même ravivée avec les trois guerres qui ont opposé l'Inde et le Pakistan, et les tensions continuelles entre musulmans et hindous au Kashmir. La mémoire des sociétés ne s'efface pas aisément.

L'islam permit au Pakistan de se doter d'une identité. Mais l'Inde s'est refusée à construire son identité à partir de l'hindouisme. Douze pour cent de sa population est encore musulmane. L'Inde est le troisième pays musulman du monde, après l'Indonésie et le Pakistan. Elle abrite également les membres d'autres religions, notamment des chrétiens et des sikhs. Les chefs du Congrès n'affichent pas un hindouisme militant et tendent vers un système politique laïque. La laïcité indienne n'est ni antireligieuse, ni même simplement neutre par rapport aux différentes religions ; elle se veut positive vis-à-vis des différentes religions. Les groupes religieux minoritaires ont leurs propres « lois civiques », réglant les mariages ou les questions de succession ; ils peuvent, par ailleurs, avoir leurs propres institutions éducatives, financées par l'Etat.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

En reconnaissant des minorités religieuses avec leurs droits particuliers, la Constitution indienne reconnaît en même temps, de façon implicite, la majorité hindoue. Le premier Parlement l'a confirmé en réformant largement le droit civique hindou. Aucun parlement n'a cependant osé toucher aux lois civiques des minorités sans leur consentement préalable. Dans le cas célèbre d'un divorce qui concernait un couple musulman (1985), la Cour Suprême a tranché en faveur de la femme pour l'attribution d'une pension, allant ainsi à l'encontre de la loi islamique prévalante. Le Parlement de l'époque se dépêcha de voter une loi spéciale, protégeant la loi musulmane civique, au grand regret de nombreux mouvements féministes. La Constitution indienne a suggéré, en effet, que l'Etat devrait évoluer vers un droit civique uniforme. Mais, jusqu'à présent, ces recommandations sont restées lettre morte. Les minorités se sont opposées à toute tentative en ce sens, craignant que la majorité n'impose sa propre loi à tous les citoyens.

L'émergence de l'« hindouïté »

Cependant, certains hindous ne sont pas satisfaits de cette image de pays plurireligieux laïque. Ils voudraient que l'Inde soit un Etat hindou. Sur le plan politique, les hindous, majoritaires, contrôlent l'Etat. Mais ils souhaiteraient, en plus, que l'Inde soit idéologiquement hindoue, pour des raisons qui tiennent à l'idée même de nation. Quelle est la base d'une nation ? Ce n'est pas simplement un territoire, c'est aussi une langue, une culture, une religion ; ou encore le fait de partager une tradition historique. Les Etats-nations contemporains en fournissent des exemples. Certains affirment que l'Inde, étant culturellement hindoue, devrait par conséquent l'être politiquement. La culture hindoue est plus large que la religion hindoue, dans la mesure où elle embrasse certaines religions comme le bouddhisme ou le jainisme, qui ont leur origine en Inde. Les musulmans et les chrétiens, eux, ont leurs racines religieuses à l'extérieur de l'Inde. Leur « terre sainte » c'est, pour les uns La Mecque, pour les autres Jérusalem ou Rome. En revanche, l'Inde est la seule terre sainte des hindous. De l'Himalaya à Kanyakumari, au sud, l'Inde fourmille de lieux et de rivières sacrés, associés à des manifestations divines. Un

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

Indien est quelqu'un pour qui l'Inde n'est pas seulement la « mère patrie » (terre de naissance), mais aussi la « terre sainte ». Des musulmans et des chrétiens sont sans doute nés en Inde, mais l'Inde n'est pas pour eux la « terre sainte ». Ils ne sont pas complètement indiens ; d'une certaine façon, ce sont des étrangers. C'est ainsi que se décline l'idéologie nationaliste de *Hindutva*, ou d'hindouïté. Elle ne s'oppose pas aux religions présentes dans l'Etat indien, mais seulement les tolère sur une terre et dans un Etat hindous.

On a vu comment les hindous ont affirmé la supériorité de leur identité religieuse par opposition aux Britanniques. L'opposition aux musulmans les a conduits à affirmer leur identité culturelle et politique. L'Assemblée des hindous (la *Hind Mahasbha*) a été fondée en 1915. L'idéologie *Hindutva* a été définie par Vinayak Damodar Savarker (1883-1966). Leurs premiers leaders avouaient leur sympathie pour le nazisme et le fascisme, avec leur composante raciale. Ils s'opposèrent à la non-violence prônée par Gandhi en affirmant que celle-ci, propagée par les bouddhistes, conduirait à sa perte la « race hindoue » et entraînerait la domination du pays par les musulmans et les chrétiens. Le RSS a été créé par Keshav Baliram Hedgewar (1889-1940) en 1940, le BJP en 1980, bien qu'auparavant il ait existé sous l'appellation de *Bharatiya Jan Sangh* (1951).

Les menaces pour l'identité hindoue

Cette émergence de l'identité hindoue apparaît comme une réaction de défense face à des menaces nationales et internationales. Dans un contexte de mondialisation, les groupes culturels essaient de défendre et de réaffirmer leur identité. Ce phénomène se vérifie en Europe, en Afrique et en Asie. Il est également vrai des hindous. Ils peuvent émigrer aux Etats-Unis, en Europe ou en Afrique pour leurs affaires, mais ils découvrent alors rapidement que partout ils forment des minorités ethniques et culturelles. L'Inde est le seul pays qu'ils peuvent s'attribuer comme pays d'origine, sur le plan culturel et religieux. C'est pourquoi les NRI (Indiens non résidents) font partie des plus ardents supporters de l'*Hindutva* en Inde.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

Si l'on veut tenter une comparaison, cela revient à dire que, même s'il y a de nombreux pays francophones dans le monde, la culture française ne trouve ses racines qu'en France. Les Français la défendent aujourd'hui face à des immigrants bien installés. D'autres pays européens confrontés à une immigration en provenance de pays différents offrent des exemples similaires ; ils doivent eux aussi se débattre avec le fait que certaines données culturelles trouvent leur origine dans la religion et ne se « lâchent » pas facilement.

Le besoin de se défendre est d'autant plus important pour les hindous qu'ils représentent une minorité à l'échelle mondiale. Ils sont peut-être majoritaires en Inde, mais, face à la domination culturelle, commerciale, politique et militaire des pays chrétiens d'Europe et d'Amérique, ils ne sont qu'une minorité. Sur le plan mondial, les musulmans sont également majoritaires par rapport aux hindous, qui ont d'autant plus besoin de racines identifiées (on trouve un « complexe minoritaire » semblable chez les bouddhistes du Sri Lanka).

Un ordre social remis en cause

A ce complexe minoritaire à l'échelle mondiale s'ajoute, pour les hindous, la crainte de perdre leur statut de majorité en Inde. L'islam et le christianisme sont des religions volontiers prosélytes. Les pauvres — en particulier les Dalits et les Tribaux — semblent particulièrement touchés par leurs efforts. Pour eux, un changement de religion équivaut à une prise de conscience et à un changement de statut social, puisqu'ils échappent alors au système des castes. Les chrétiens peuvent aussi favoriser une modification de leur statut social par le biais de leurs écoles et autres projets sociaux. Pour les hindous, il y a là une menace : l'ordre social est remis en cause. On pourra noter que dans ses campagnes, afin d'éradiquer les maux liés à l'intouchabilité, Gandhi n'a pas condamné le système des castes en tant que tel. Il l'acceptait comme un mode de division du travail — comme en ont tous les groupes sociaux ; la seule différence, en Inde, étant son caractère héréditaire.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

Mais la menace n'est pas seulement sociale, elle est aussi économique : la force de travail est déliée de ses liens traditionnels, issus du système de castes, envers les riches propriétaires terriens. La menace est également politique : les hindous y voient une érosion de leur majorité. Non seulement un grand nombre d'hindous changent de religion, mais, plus encore, ils accèdent à une prise de conscience politique : ils expriment des exigences en termes de droits fondamentaux, de liberté, d'éducation et de développement. Ce n'est pas une crainte sans fondement. Durant les élections récentes, le BJP s'est trouvé confronté à une coalition rassemblant les pauvres, les communistes, quelques partis régionaux et le parti du Congrès. Enfin, la menace est encore ressentie sur le plan religieux, car il s'agit du rejet de l'hindouisme en tant que religion permettant la libération ultime *(moksha)*. C'est la raison pour laquelle quelques gouvernements, même non-BJP dans certains Etats (Madhya Pradesh, Orissa, Tamil Nadu, en plus du Gujarat), ont fait passer des lois anticonversion (le gouvernement du Tamil Nadu annula la loi après une défaite foudroyante lors d'élections parlementaires récentes). Bien que cette loi n'interdise que les conversions forcées ou provoquées, elle soumet la conversion personnelle à des procédures bureaucratiques et peut être utilisée à la fois contre les convertis et ceux qui les ont convertis.

A toutes ces menaces s'ajoute la crainte que les musulmans et les chrétiens ne soient pas forcément fiables en cas de crise, dans la mesure où leurs racines culturelles sont à l'extérieur du pays. Il faut reconnaître que chrétiens et musulmans ne facilitent pas les choses. L'on a assisté, dans les dernières décennies, à une vague d'arabisation et de fondamentalisme religieux chez les musulmans, financée en partie par l'étranger. Les musulmans ont une conception de la communauté politico-religieuse *(umma)* qui transcende les frontières nationales. Les chrétiens, eux, parlent d'une exigence d'inculturation, mais ce sont surtout des mots. Au niveau institutionnel, la communauté chrétienne dépend largement de lieux centralisés de pouvoirs étrangers, que ce soit idéologiquement, financièrement, spirituellement (rituellement) ou pour sa gouvernance. Les hindous peuvent aussi montrer du doigt le soutien dont ont profité les mouvements

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

séparatistes sikhs dans le Penjab, il y a dix ans : il provenait de sikhs du Canada, de Grande-Bretagne et d'ailleurs. Rien d'étonnant à ce que le BJP s'oppose aux droits des minorités, en y voyant des cadeaux en vue d'un bénéfice politique.

Les menaces de l'intérieur

Mais les hindous craignent aussi des divisions internes. La plupart des langues indiennes se divisent en deux familles : le sanskrit et le dravidien. Les historiens pensent que les dravidiens sont sans doute arrivés en Inde il y a plus de 5 000 ans, en provenance du Proche-Orient. Les aryens ont suivi, plus tard, entre 3 500 et 4 000 ans. La culture contemporaine indienne dominante est le fruit d'une interaction fertile entre des facteurs locaux, dravidiens et aryens. On ne peut nier que cette culture ait évolué en lien avec l'hindouisme, en dépit d'interactions fécondes avec d'autres religions et cultures telles que les religions cosmiques, le bouddhisme ou le christianisme. Récemment, quelques groupes de Dalits et de Tribaux ont déclaré (afin de se libérer du joug de l'ordre social hindou) qu'ils n'étaient pas hindous. Quelques millions de Dalits ont, pour la même raison, embrassé le bouddhisme dans les années 60, entraînés par le Dr Ambedkar. Pourtant, les hindous ont essayé de donner une image de l'*Hindutva* qui ne soit pas simplement hindoue mais indienne. Ils suggèrent que la culture indienne a été façonnée par la religion hindoue et le sanskrit. Ils minimisent ou nient toute autre influence culturelle, linguistique ou religieuse. Ils souhaitent présenter la culture indienne comme une culture « monochromatique-aryenne-hindoue ». Les véritables tenants de cette culture sont ceux de la caste des prêtres ou Brahmines. Au cours de leur passage récent au pouvoir central, le BJP a réécrit les livres d'histoire et d'autres livres de référence utilisés dans les écoles, afin de projeter leur propre vision de l'histoire politique et culturelle de l'Inde. De telles tentatives d'unification des hindous sont rejetées par les partis régionaux, qui s'appuient soit sur des identités régionales linguistico-culturelles fortes, soit sur des castes moyennes ou au dessous de la moyenne, localement surreprésentées.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

Politique et religion

Au départ, les chefs de l'*Hindutva* n'étaient pas particulièrement religieux. On va même jusqu'à prétendre que le fondateur de l'*Hindutva* n'était pas pratiquant ; et plusieurs des leaders contemporains ne le sont pas. Il s'agit avant tout d'une idéologie culturelle et politique. Le BJP s'en sert pour tenter de prendre le pouvoir. La composante religieuse vient renforcer l'idéologie. Elle a été rendue populaire avec Ram, l'une des incarnations du dieu hindou Vishnu. On le dit né dans un lieu nommé Ayodya, au nord de l'Inde. Le BJP identifie le lieu exact de sa naissance à l'emplacement d'une ancienne mosquée musulmane. Il affirme que les rois musulmans ont détruit le temple hindou qui s'y trouvait et ont construit une mosquée, sans aucune preuve historique ou archéologique. Mais il s'en sert pour susciter l'émotion chez les électeurs hindous et recueillir leurs voix. C'est ainsi qu'il a encouragé des processions nationales et des assemblées de *sannyasis*. Le 6 décembre 1992, une foule en délire rasa une mosquée abandonnée (l'histoire est en fait beaucoup plus complexe). Aujourd'hui encore, la construction du temple de Ram à cet endroit figure sur l'agenda politique du BJP. On doit mentionner également des tentatives pour soutenir la participation populaire à la pratique religieuse hindoue, jointes à une volonté de brahmanisation et d'unification.

Lors des dernières élections, le BJP n'a pas insisté sur l'agenda de l'*Hindutva* et a mis en avant les réussites économiques. Mais le progrès économique n'a touché que les couches supérieures et a laissé de côté la majorité des pauvres. L'écart entre riches et pauvres n'a fait que se creuser. Le progrès a porté sur le secteur des services et des technologies de l'information, sans offrir beaucoup d'emplois. C'est ce qui causa la défaite du BJP. Il semble attribuer cet échec à un manque d'insistance sur l'*Hindutva*, en quoi il peut se tromper. Les gens (particulièrement les pauvres) sont plus intéressés par le bien-être économique que par une idéologie religieuse. De toute façon, le BJP ne détient pas à lui seul plus de 20 % de l'électorat national. En 1999 il a obtenu 23,75 % des voix du pays, et 16 % en 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

Hindutva, version « soft »

Il est sûr que, même si elles ne votent pas BJP, les classes moyennes et supérieures (éduquées) sont gagnées par une forme « soft » de *Hindutva*. Elles soignent ainsi les blessures de la domination politique musulmane et chrétienne sur plusieurs siècles. Dans un monde où la polarisation religieuse et la violence augmentent, les hindous qui réfléchissent sont à la recherche de leur identité et d'un espace géographique, historique et culturel où l'enraciner. La réponse ne peut être que l'Inde, en dépit des exagérations historiques et politiques du Sangh Parivar. La version douce de l'*Hindutva* renvoie à l'expérience coloniale. Confrontée à la menace d'un islam agressif et à l'universalisme chrétien, cette identité est actuellement réaffirmée et promue. Au niveau politique même, les gouvernements autres que le BJP se sont sentis obligés de prêter attention à cette version douce de l'*Hindutva*. Les hommes politiques visitent régulièrement des temples et recherchent la bénédiction de gourous hindous.

Que pouvons-nous apprendre de cette réflexion sur l'*Hindutva* ? Quelques éléments, importants d'un point de vue indien, méritent d'être relevés.

La culture indienne n'est pas brahmanique, ni même hindoue. D'autres religions y ont apporté leur contribution. Il convient donc de sauvegarder l'aspect plurireligieux de l'Inde. Mais, en même temps, il nous faut accepter que la culture et l'identité hindoues soient enracinées en Inde et représentent une dominante de la culture indienne. Une grande partie de l'art et de la littérature s'est développée avec l'hindouisme, sans négliger les contributions musulmanes ou chrétiennes. Nous pourrions même dire qu'il propose un cadre national, pour peu que l'islam et le christianisme souhaitent véritablement l'inculturation. Il est significatif que quelques chrétiens se nomment hindous-chrétiens. Mais la culture indienne doit avoir un espace pour d'autres composantes religieuses et culturelles.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.

De plus, a toujours existé en Inde une tension entre deux conceptions de la laïcité. Selon la première, la laïcité propose une attitude neutre par rapport aux religions en étant elle-même areligieuse ; pour l'autre, la laïcité doit avoir une approche positive vis-à-vis de toute religion. Il semble qu'il faille distinguer entre un Etat neutre par rapport aux religions et une société civile ouverte, où les religions sont reconnues, respectées et promues, et où un dialogue vivant existe entre elles. Tout en bénéficiant des droits accordés aux minorités, les musulmans et les chrétiens doivent admettre que la majorité peut avoir des droits propres même dans un Etat laïque ; il faut entendre leurs craintes. Nous devons développer des conceptions sociales et collectives en même temps que nous en élaborons sur les droits et devoirs individuels.

Enfin, dans une situation plurielle, nous devons évoluer lentement d'une forme de démocratie majoritaire à une forme consensuelle où, après avoir pris en compte les différents points de vue, la décision finale relève d'un consensus.

MICHAEL AMALADOSS s.j.

article traduit de l'anglais

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 86.243.33.160 - 13/10/2019 08:49 - © S.E.R.